

VI^e journée : **l'Urbaphobie dans le monde : Japon.**

Textes de :

Augustin BERQUE : « Méline en japonais : la ville-campagne (*den'en toshi*), 1907 »,

HAGAI Masami : « Cent trente ans de grande ville au Japon : conflit entre l'État et la ville »,

Patricia MARMIGNON : « Seki Hajime (1873-1935) contre une tradition nippone urbaphobe ».

Les trois textes sont centrés sur le Japon contemporain, mais ne couvrent pas exactement la même période et n'ont pas le même champ. Celui de Hagai Masami¹ porte sur les politiques d'urbanisme de Meiji à nos jours ; celui de Patricia Marmignon sur un personnage historique, Seki Hajime, qui fut maire d'Osaka ; celui d'Augustin Berque sur un ouvrage publié en 1907, *Den'en toshi* (*La ville-campagne*), qui incarne l'idéologie directrice du pouvoir central. Le contexte général est effectivement celui d'une urbaphobie, mais le personnage de Seki contraste avec cette tendance.

I. La première partie du texte de Patricia Marmignon rappelle à grands traits la vision dominante de la tradition japonaise à l'égard de la ville. La morale confucéenne, socle idéologique du régime shogunal, est anti-urbaine. Ogyû Sorai (1666-1728), qui fut l'artisan principal de cette construction, voit la vie dans la grande ville sous un jour très négatif : inconsistance et légèreté en sont la marque, par opposition aux valeurs traditionnelles qu'incarne solidement la campagne. À sa suite, se développera une tendance à voir dans la communauté rurale (le *mura*) l'expression par excellence de l'authentique japonité ; cela d'autant qu'après l'adoption du modèle de la modernité occidentale, qui entraîna comme ailleurs l'industrialisation, l'urbanisation et l'exode rural, la nostalgie du « pays natal » (*furusato*) vint s'ajouter à cette idéalisation de la ruralité, en outre teintée d'une réaction nationaliste contre l'occidentalisation dont la grande ville était l'emblème. À des degrés divers, cette tendance s'est poursuivie jusqu'à nos jours.

Dans une seconde partie, PM montre que Seki Hajime, en revanche, a très tôt compris qu'il était illusoire de condamner la grande ville, et qu'il fallait au contraire la prendre en compte pour mieux la maîtriser ; cela dans la perspective d'une bonne gestion de l'économie nationale, *kokumin keizai*. Socialement, Seki met l'accent sur la responsabilité commune, *kyôdô sekinin*, instituant le citoyen en acteur principal de la scène urbaine et rompant ainsi avec la tendance autoritariste alors dominante. Cependant, il met parallèlement l'accent sur la famille, ce qui s'accorde avec l'un des thèmes fondamentaux de l'idéologie étatique.

PM donne en troisième partie un tableau de la tendance anthropologique dominante de cette période, où la société japonaise évolue progressivement du communautarisme vers l'individualisme. Elle fait le lien avec les grands thèmes de la politique urbaine, telle la construction de « villes nouvelles » qui furent rarement plus que des villes-dortoirs, et la montée, pour finir, des préoccupations pour le paysage et pour la constitution, au sein de la mégapole, de pôles urbains plus autonomes. Dans l'ensemble, au demeurant, l'urbanité japonaise reste caractérisée par une faible distinction entre la ville et la campagne.

II. Dans son historique des politiques urbaines de Meiji à nos jours, Hagai Masami montre l'évolution d'un rapport entre deux tendances, l'une centralisatrice et soumettant la ville aux impératifs de la stratégie économique suivie par l'État, l'autre à reconnaître les questions urbaines pour elles-mêmes et à donner plus d'autonomie aux municipalités.

Les réformes meijiennes ont placé le Japon moderne sous un régime étatique très centralisé, avec à son sommet un empereur dont les citoyens étaient les « enfants ». Ce régime s'exprime dans la Constitution de 1889, accompagnée la même année de réformes administratives

¹ Dans ce texte, les anthroponymes japonais sont donnés dans leur ordre normal : patronyme avant le prénom.

établissant trois catégories de municipalités (villes, bourgs, villages) mais qui ne s'appliquèrent pas avant 1898 aux trois métropoles (Tokyo, Osaka, Kyoto). Les premiers véritables règlements d'urbanisme sont concomitants, mais c'est en 1919 qu'est passée la première loi d'urbanisme.

Cette période d'une trentaine d'années voit fleurir de nouvelles conceptions de la question urbaine. Katayama Sen (1859-1933) publie en 1903 *Toshi shakaishugi* (*Le socialisme urbain*), livre marqué par l'expérience qu'il a faite de la vie aux États-Unis, et dans lequel, à côté de solutions techniques rationnelles, il exalte l'autonomie des habitants et de la ville. Abe Isoo (1865-1949), qui étudia également aux États-Unis, publie en 1908 *Ôyô shisei ron* (*Traité de politique urbaine appliquée*), où l'accent est mis sur l'hygiène, les services publics et le paysage urbain. Ikeda Hiroshi (1881-1935) sera l'un des acteurs principaux de la reconstruction de Tokyo après le séisme de 1923. Il s'est attaché en particulier à instituer les moyens légaux de l'urbanisme, tels que l'expropriation et la constitution de réserves foncières publiques. Autre grande figure de l'époque, Seki Hajime (1873-1935) n'a pas seulement été le maire d'Osaka, mais également un théoricien qui a influencé la loi d'urbanisme de 1919. L'un de ses soucis majeurs aura été d'assurer par la fiscalité une plus grande autonomie financière aux villes.

En dépit de ces avancées, les politiques urbaines d'avant 1945 restent marquées par le centralisme. C'est l'État lui-même qui s'attribue l'urbanisme, et face à cette domination, il n'existe pas de consensus.

La défaite de 1945 entraîne une profonde réforme de ce système, visant une plus grande autonomie à tous les niveaux de la société, notamment par loi sur l'autonomie locale de 1947. Cependant, les priorités iront à la reconstruction économique, tendance accentuée pendant la période de haute croissance (1955-1973). Les prérogatives du pouvoir central et la sectorialisation bureaucratique continuent de marquer les politiques urbaines.

Cette tendance lourde est infléchie à partir de 1995. Face aux gouverneurs et aux maires, conseils généraux et municipaux vont participer davantage à l'élaboration des politiques urbaines, donnant aux villes à la fois plus de compétences et plus de responsabilités.

III. Augustin Berque évoque pour commencer la figure de Jules Méline (1838-1925), qui fut en France le père de l'idée d'un « retour à la terre » corrigeant les maux dus à l'industrialisation et à l'urbanisation modernes. Au Japon, la publication en 1907 de *La ville-campagne* (*Den'en toshi*), par un collectif du ministère de l'Intérieur, s'inscrit dans une veine comparable.

Celle-ci est héritière d'un courant de pensée qui, à l'époque d'Edo (1603-1867), fut illustré par Andô Shōeki (1703-1762), penseur utopiste qui, dans son *Shizen shin-eidō* (*Le vrai ménage de la nature*), imagina un « monde naturel » (*shizen no yo*) où tout le monde serait producteur, les hommes à la bêche et les femmes à la quenouille. Plus influent et plus réaliste fut Ninomiya Sontoku (1787-1856), qui prôna une morale dont le principe était, par le travail et l'abnégation, de « rendre les grâces reçues » (*bōtoku*) du ciel, de la terre et des humains. Bien qu'en principe valable pour tout le monde, concrètement cette morale était, vu l'époque, surtout conçue pour les masses paysannes.

L'époque où fut publié *Den'en toshi* est celle des difficultés sociales consécutives à la guerre contre la Russie, qui fut gagnée par le Japon mais vida les caisses de l'État et laissa la nation dépitée de n'avoir pu, sous la pression occidentale, faire payer les vaincus. De graves émeutes avaient suivi le traité de Portsmouth (1905), allant jusqu'à l'incendie de la Préfecture de police. Il s'agissait donc de reprendre la main dans cette effervescence de la société urbaine, en s'attaquant à ses causes profondes : les maux de la ville moderne.

Le ministère de l'Intérieur, en publiant *Den'en toshi*, voulut résoudre le problème par une interprétation *sui generis* du thème de la *garden city* howardienne, dont résonnaient alors les milieux de l'urbanisme en Occident. Il le fit dans un sens conservateur très éloigné des idées réformistes de Howard. Le sens général de l'ouvrage est donné par ses trois derniers chapitres, qui portent le même titre : « L'esprit de la vie aux champs dans notre pays » (*Waga kuni den'en seikatsu no seishin*).

Loin d'imaginer la ville de demain, il s'agit d'une exaltation des valeurs traditionnelles de la société rurale, où transparaissent clairement les idéaux cristallisés par la morale de Ninomiya Sontoku.

Dans le détail, ces chapitres sont une suite de petites histoires édifiantes, un peu comme les *exempla* de la tradition chrétienne. Il en ressort que non seulement la tradition urbaine japonaise, depuis l'antiquité, possède intrinsèquement une ruralité qui n'a rien à envier à la *garden city*, mais surtout que les campagnes sont le foyer des valeurs qui permettront de surmonter les maux de la ville moderne. En somme, le salut est à chercher non point dans la ville mais du côté des champs, dans l'ardeur au travail et dans l'abnégation. C'est ce qu'illustre l'une de ces histoires édifiantes, dont AB livre la traduction avant de conclure : « c'est ainsi que le Japon industriel se dispensa d'une politique de la ville ».

IV. L'hétérogénéité des trois contributions rendrait oiseux l'exercice d'une comparaison critique. On y verra plutôt trois éclairages complémentaires, portés sur une période de l'histoire des villes japonaises qui au demeurant semble bien dominée par l'urbaphobie. Celle-ci s'exprime le plus clairement dans *Den'en toshi* ; mais il convient de préciser que si représentatif, si proche des idées du pouvoir et, pour tout dire, si influent qu'ait été cet ouvrage, c'est tout de même une thèse particulière, à quoi l'on se gardera de résumer les idées qui ont agité les milieux urbanistiques à cette époque. La figure de Seki Hajime, s'il en était besoin, est là pour montrer que le Japon a également connu des politiques progressistes et spécifiquement urbaines. Reste que, dans l'ensemble, l'accent a été mis sur des objectifs nationaux plutôt que sur la prise en compte de la ville en tant que telle.

Augustin Berque
Maurepas, 17 mai 2007